



secretariat.federation@ufap.fr

QLCO :

La politique des rustines face à un système à bout de souffle !

Pantin, le 17 octobre 2025

Dimanche 12 octobre 2025, le garde des Sceaux a annoncé la création de quatre nouveaux Quartiers de Lutte Contre la Criminalité Organisée (QLCO), implantés à Valence, Réau, Aix-en-Provence et Saint-Laurent-du-Maroni. Une annonce qui marque une volonté d'action axée sur une politique sécuritaire, calibrée pour frapper l'opinion, mais dont le fond interroge. Car derrière le vernis médiatique et la rhétorique martiale, demeure un constat implacable : **le système pénitentiaire français ne se reformera pas à coups de Quartiers supplémentaires.**

Autant les QLCO de Vendin-le-Vieil et Condé-sur-Sarthe s'appuyaient sur des structures dites sécuritaires, autant les nouveaux sites choisis laissent perplexes. Les besoins ont-ils été évalués ? Les dossiers étudiés ? Les personnels consultés ?

Non, ou alors par des technocrates ayant oublié depuis longtemps l'odeur d'un établissement !

Une fois encore, le dialogue social aura été écarté, sacrifié sur l'autel de la communication. Et pendant que les annonces se succèdent, le malaise s'enracine... Pour **l'UFAP UNSa Justice**, il faut repenser, pas rafistoler ! Depuis plus de trente ans, notre organisation syndicale a une conviction profonde :

Un profil de détenu = un établissement dédié !

La détention d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Nos établissements accueillent désormais des publics aux profils radicalement différents : des détenus violents, des personnes radicalisées, des individus souffrant de troubles psychiatriques ou d'addictions ou encore des détenus liés à la criminalité organisée.

Face à cette diversité, la seule réponse cohérente est la création d'Établissements Spécialisés et Adaptés (ESA) : des structures pensées pour répondre à la complexité des profils **pénaux et carcéraux**, pour **protéger** les personnels, et pour **redonner du sens** à l'action pénitentiaire.

Réformer, c'est d'abord regarder la réalité en face !

Le système pénitentiaire **s'étouffe** à cause des mêmes maux depuis trop longtemps :

- Des effectifs insuffisants et un nombre indécent d'emplois vacants,
- Une surpopulation pénale chronique tant en milieu ouvert que fermé,
- Des moyens matériels dérisoires,
- Et une reconnaissance institutionnelle toujours à la traîne.

Aucune politique sécuritaire, si spectaculaire soit-elle, ne saurait masquer ces carences structurelles. La réforme pénitentiaire nécessaire ne se fera pas sans ses Personnels, ni contre eux. Elle exige d'abord un dialogue social sincère, une vision à long terme et un respect retrouvé pour celles et ceux qui incarnent chaque jour les missions du service public derrière et hors les murs.

L'UFAP UNSa Justice le réaffirme : la sécurité des personnels n'est pas négociable !

Ce sont eux, qui assurent la cohésion et la continuité du service public pénitentiaire, souvent au prix de leur santé et de leur sécurité.

Le système pénitentiaire est à genou, il est grand temps de le relever pour en faire un modèle digne des Femmes et des Hommes qui le portent !

Le secrétaire général
Alexandre CABY